

La résurgence du gouvernement par les hommes d'Alain Supiot

Jeudi 8 février 2018, de 20h30 à 23h

à la **Maison des Associations** (salle de 35 places)

3, place Guy Hersant

(entrée, face au 75 de la rue du Férétra à Toulouse, Métro Empalot)

Dans *La résurgence du gouvernement par les hommes* (chapitre XI de *La gouvernance par les nombres* *), Alain Supiot cherche tout d'abord à comprendre les raisons du dépérissement de l'Etat. Il fait alors appel à la logique binaire *ami/ennemi* telle qu'elle a été développée par Carl Schmitt. Il en montre de façon critique les limites et les dérives inacceptables (le darwinisme social et le bio-sociologisme). Il reconnaît cependant que ces thèses peuvent aider à décrire les symptômes de la crise actuelle, mais ne permettent certainement pas de comprendre, sur le fond, la crise de légitimité dans laquelle nous sommes entrés. Il se rapproche alors des travaux de Castoriadis et de Pierre Legendre pour comprendre la fonction anthropologique du droit qui est de mettre en œuvre une logique d'intériorisation subjective de l'interdit (meurtre). Cette nécessité structurale de l'interdit permet ainsi aux hommes de faire société.

Le champ est alors ouvert pour mettre en évidence les liens d'allégeance qui se multiplient depuis les années 2000. Au niveau international par exemple avec la *coalition* que forme G. Bush pour aller en Irak, ou sous d'autres formes, très différentes, avec la multiplication des accords économiques bilatéraux. C'est pour A. Supiot l'occasion de présenter les deux grandes variétés historiques de structures juridiques : le gouvernement par les lois et le gouvernement par les hommes, ce qui n'empêche pas des formes plus ou moins accentuées d'hybridation entre elles. Le reste du chapitre est consacré aux formes d'émergence de ce gouvernement par les hommes. Celles-ci renvoient actuellement à des pratiques d'allégeance à travers, entre autres, l'*inféodation* des personnes, la *concession* des choses et l'*affermage* des fonctions (privées et publiques).

*La gouvernance par les nombres (éd. Fayard, 515 p., 22 €)